

LIGNE A GRANDE VITESSE

Alain Vidalies réfléchit jusqu'au printemps

Onze représentants de la région Centre-Val de Loire ont rencontré, hier matin, le secrétaire d'État chargé des Transports.

Leur entretien, hasard du calendrier, a eu lieu le lendemain de l'annonce d'Alain Vidalies qui, mercredi, à l'Assemblée nationale, a annoncé le gel de nouveaux projets ferroviaires, la priorité étant donnée à l'entretien des lignes actuelles.

La délégation était conduite par Rémy Pointereau, sénateur (UMP) du Cher et président de l'association TGV Grand Centre. Elle comprenait plusieurs élus du Loiret : François Bonneau, président (PS) de la région Centre-Val de Loire, Serge Grouard, député-maire (UMP) de la ville d'Orléans et Jean-Pierre Sueur, sénateur (PS) du Loiret.

Les élus ont demandé au secrétaire d'État de ne pas prendre une décision trop

rapide et de considérer l'intérêt de la ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon en terme d'aménagement du territoire.

« Une erreur pour un siècle »

Yves Fromion, député (UMP) du Cher a résumé le problème en soulignant que le tracé médian (celui qui évite Orléans et Bourges) fait gagner cinq minutes de trajet entre Orléans et Lyon, mais représenterait « une erreur pour un siècle », au détriment du centre de la France.

Les élus du Loiret ont martelé qu'ils n'admettent pas qu'Orléans soit la seule métropole régionale à ne pas être reliée à une ligne à grande vitesse.

Alain Vidalies prendra sa décision « à la fin du printemps ». ■

Philippe Abline

philippe.abline@centrefrance.com